

Renseignements et instructions aux intéressés à soumissionner – Particularités

1. RÈGLES DE SANTÉ ET SÉCURITÉ (COVID-19)

En matière de santé et sécurité, le fournisseur a l'obligation d'adopter et de respecter toutes les mesures prescrites ou recommandées par les autorités compétentes, incluant celles en lien avec la pandémie de la Covid-19 qui sont nécessaires afin de protéger les personnes impliquées dans la réalisation du contrat.

Par ailleurs, si le fournisseur doit réaliser des travaux ou fournir des services dans les établissements ou sur les chantiers d'Hydro-Québec, il a l'obligation de consulter le site suivant afin de tenir compte des mesures supplémentaires propres aux établissements ou aux chantiers d'Hydro-Québec qui pourraient s'imposer à lui avant le dépôt de toute proposition :

<https://www.hydroquebec.com/fournisseurs/covid-19.html>

S'il y a des différences ou écarts entre les mesures énoncées sur le site mentionné ci-avant et celles prescrites ou recommandées par les autorités publiques compétentes, les mesures les plus exigeantes prévalent et s'appliquent.

Il est de la responsabilité du fournisseur de s'informer auprès des autorités publiques compétentes des mesures prescrites ou recommandées, de consulter le site internet d'Hydro-Québec indiqué ci-dessus et de s'assurer d'en tenir compte dans sa proposition, en particulier dans l'établissement du prix de sa proposition.

Dans l'éventualité où de nouvelles mesures de protection sanitaires, découlant directement de la pandémie de la COVID-19, sont imposées ou rendues obligatoires en cours d'exécution du contrat alors qu'elles étaient inexistantes au moment du dépôt de la proposition du fournisseur, Hydro-Québec accepte de rémunérer, seulement et uniquement, les coûts directs découlant de ces mesures additionnelles de protection sanitaires nécessaires dans les chantiers ou les installations d'Hydro-Québec, à l'exclusion de tout coût direct de main d'œuvre additionnelle, et ce, sous réserve d'une démonstration de ces coûts directs ainsi que de l'ensemble des pièces justificatives au soutien.»

2. OBJET

Par le présent appel de propositions, Hydro-Québec cherche à acquérir une solution de télémétrie comprenant :

- Un système localisateur des véhicules (GPS) ;



- Un dispositif de consignation électronique (DCE) avec un système de ronde de sécurité (RDS) ;
- Une plateforme infonuagique intégrée permettant l'accès aux données d'utilisation des véhicules du parc d'Hydro-Québec.

Ceci, tel que décrit dans la section Devis fonctionnel et technique de cet appel de propositions.

3. FRANÇAIS

Les frais liés à la disponibilité en langue française de toute interface et de tout manuel et document, sont réputés inclus dans les coûts soumis par les soumissionnaires dans le cadre du présent appel de propositions. Aucune somme ne sera versée spécifiquement à cette fin.

4. SIGNATURE DE LA PROPOSITION

En cliquant sur le bouton « SOUMETTRE MA RÉPONSE », le fournisseur accepte d'être lié par sa proposition au même titre que s'il y apposait sa signature.

5. COÛTS

Les coûts énoncés dans le Questionnaire économique sont fermes, pour la durée du contrat, incluant les options de prolongation. Le tout est sujet cependant aux clauses d'indexation énoncées aux cahiers de clauses particulières.

6. TRANSMISSION DE LA PROPOSITION

La proposition doit être transmise par l'Espace Approvisionnement et reçue par Hydro-Québec avant 14 h 00 (heure de Montréal) le jour de la remise des propositions. **Toute proposition qui n'est pas transmise par l'Espace Approvisionnement sera rejetée.** L'intégralité de la proposition incluant les réponses aux questionnaires et tous les documents obligatoires doit être reçue à l'heure indiquée précédemment.

Lorsque le fournisseur joint un document à sa proposition, le fournisseur doit s'assurer que **chaque document à joindre n'excède pas 500 Mo.**

En raison de cette capacité de réception limitée, tout document excédant cette limite ne peut être reçu par Hydro-Québec. Il est de la seule responsabilité du soumissionnaire de s'assurer que tout document n'excède pas la capacité mentionnée précédemment. Hydro-Québec n'assume aucune responsabilité à cet égard.

Le fournisseur doit également s'assurer que le document à joindre ait l'un des formats suivants : PDF/XLS/DOC. Aucun autre format n'est accepté. Toutefois, ceux-ci peuvent être compressés (ZIP).

Hydro-Québec n'accepte aucun autre mode de transmission ou document technologique ou lien électronique. Nous vous invitons à communiquer avec le responsable de dossier identifié dans le document d'appel de propositions le plus rapidement possible pour signaler une difficulté liée au format ou à la taille du document à joindre.

7. ANALYSE DES PROPOSITIONS

Les propositions des soumissionnaires qui rencontrent toutes les exigences identifiées comme obligatoires énoncées au devis fonctionnel et technique, seront évaluées par un comité d'analyse en fonction des critères suivants, lesquels apparaissent par ordre d'importance (selon leur poids relatif) :

- posture de cybersécurité (exigences obligatoires);
- coûts globaux ;
- degré de conformité aux Exigences techniques, fonctionnelles et relatives à la gestion de projet non qualifiées d'obligatoires dans le Devis.

8. RÉVISION DE L'APPEL DE PROPOSITIONS

Toute modification aux documents de l'appel de propositions est faite sous forme d'addenda, émis par la Direction principale - Approvisionnement stratégique d'Hydro-Québec et fait partie intégrante des documents constituant l'appel au marché.

Dans un tel cas, une nouvelle version de l'appel au marché est publiée, contenant l'ensemble des documents de l'appel au marché, précisant les modifications apportées.

9. LECTURE DES CLAUSES CONTRACTUELLES

En déposant sa proposition, le soumissionnaire convient qu'il a lu en totalité les différents cahiers de clauses contractuelles et qu'il en comprend pleinement le sens et l'intention. Il s'engage à s'y conformer ainsi qu'à toutes les conditions, ententes et conventions stipulées aux présentes.

Hydro-Québec tient à l'esprit et à la portée des clauses de ces cahiers et toute demande de modification à l'une des clauses pourrait empêcher l'attribution du contrat à un soumissionnaire.

Il importe de rappeler que les clauses contractuelles d'Hydro-Québec sont normalisées et ne peuvent être modifiées sans l'obtention d'approbations internes.

10. PROPRIÉTÉ DE LA PROPOSITION

La proposition présentée ainsi que les documents afférents demeurent la propriété exclusive d'Hydro-Québec.

11. MODALITÉS COMPLÉMENTAIRES – ATTRIBUTION DU CONTRAT

Hydro-Québec se réserve le droit, à son entière discrétion, d'attribuer en tout ou en partie les prestations prévues par le présent appel de propositions, ou de ne pas attribuer le contrat. L'attributaire ne pourra en aucun temps réclamer des dommages ou pertes de profits ou une prolongation de contrat en invoquant le prétexte d'une différence entre les services définis au présent document et ceux réellement exécutés.



Hydro-Québec se réserve le droit de négocier avec un ou plusieurs soumissionnaires, le contenu de la ou des propositions soumises, ainsi que les coûts, la durée et toutes les modalités qui s'y rapportent.

Un seul contrat sera signé, avec le soumissionnaire à l'origine de la proposition finaliste, pour l'intégralité des modalités applicables à l'acquisition, le déploiement et l'exploitation de la solution. L'objectif d'Hydro-Québec est donc de n'avoir qu'un seul cocontractant imputable de la conformité de la solution aux exigences du présent appel de propositions

De plus, l'objectif d'Hydro-Québec est que les sommes relatives à l'acquisition de tout droit d'utilisation ou licence ne soient exigibles qu'à partir du moment où la solution est opérationnelle.

12. NOTES ADDITIONNELLES – ATTESTATION DE REVENU QUÉBEC (ARQ)

L'obligation de fournir avec les propositions une Attestation de Revenu Québec (ARQ) suivant la section *Renseignements et instructions aux intéressés à soumissionner* vise tous les soumissionnaires qui, à la date limite pour le dépôt des propositions, ont un établissement au Québec.

13. DURÉE DE VALIDITÉ

Une fois soumises, les propositions sont valides pour une période de **120 jours** à compter de la date limite établie pour leur dépôt, indépendamment des changements de modèle d'affaires et/ou de tarification dans l'intervalle.